

PANDÉMIE DE COVID-19

Face à la septième vague de Covid-19, la France sans cap ni boussole



Dans le centre de dépistage des Sorinières, près de Nantes, le 23 juin. STÉPHANE MAHE/REUTERS

Stéphane Foucart, avec Claire Gatinois, Stéphane Mandard, Anne Rodier et Camille Stromboni

Avec près de 100 000 nouveaux cas quotidiens, en moyenne, au 1^{er} juillet, les chiffres de l'épidémie flambent. Alors que l'hôpital est plus fragile que jamais, la réponse du gouvernement est minimale

Nul ne sait précisément jusqu'où elle montera. Depuis début juin, la septième vague se déploie en France et les variants d'Omicron BA.4 et BA.5 se diffusent rapidement dans la population. Les conséquences en matière de mortalité et sur le système de santé sont encore limitées, mais les chiffres flambent et l'hôpital est plus fragile que jamais. En fin de semaine dernière, le président du conseil scientifique, le professeur Jean-François Delfraissy, estimait, sur l'antenne de RTL, que des tensions pourraient se faire jour dans le système hospitalier vers la fin juillet. Selon les dernières données du gouvernement, en date du 1^{er} juillet, 960 personnes atteintes du Covid-19 se trouvent en soins critiques, avec une reprise amorcée depuis le 20 juin. Plus de 16 000 personnes sont hospitalisées, avec désormais près d'un millier d'admissions quotidiennes. Soit une progression de 31 % au cours des sept derniers jours par rapport à la semaine précédente. Au 1^{er} juillet, près de 100 000 nouveaux cas quotidiens étaient relevés en moyenne, en hausse de près de 60 % par rapport à la semaine précédente. L'augmentation ne faiblit pas.

Au seuil de l'été, cette nouvelle vague survient aussi dans une atmosphère de vacance scientifique et politique. Le conseil scientifique, qui devrait cesser ses activités le 31 juillet, a rendu, le 23 juin, un avis minimaliste de cinq pages au gouvernement, mis en ligne lundi 4 juillet. Ce dernier, deux fois remanié en six semaines, n'a guère été proactif dans la gestion de la situation sanitaire. Celle-ci semble être tombée dans un puits de désintérêt, dévaluée par la lassitude, mais aussi par la concurrence d'autres crises : la guerre en Ukraine, l'inflation et le pouvoir d'achat, la sécheresse, la recomposition du paysage politique. Peu de messages de prévention, aucune mesure forte, le tout sur fond d'incertitude scientifique : la gestion de la pandémie a basculé dans un grand flou.

Un brouillard épidémiologique Pour la première fois depuis le début de l'épidémie, aucune équipe de chercheurs en épidémiologie n'a rendu publiques des projections pour la vague en cours, septième du nom. En cause, la difficulté de l'exercice. *« Il y a maintenant beaucoup de profils d'immunité différents avec des effets différents qui rendent la modélisation de cette vague plus difficile que celle des vagues précédentes, explique-t-on du côté de l'Institut Pasteur. Si on cherche à modéliser tous les effets, étant donné l'incertitude sur certains paramètres, le système est instable. »* Une nouvelle génération de modèles est en cours de développement, mais l'aboutissement n'est pas pour tout de suite, selon l'Institut. *« Cela explique pourquoi l'Institut Pasteur n'a pas publié de projections pour BA.4/BA.5 pour le moyen terme. Nous espérons pouvoir de nouveau proposer prochainement des projections à court terme pour ce qui concerne la charge hospitalière. »*

L'équipe de l'épidémiologiste Mircea Sofonea (université de Montpellier) n'a pas, elle non plus, publié de projections. Le scientifique montpelliérain pointe, lui aussi, la difficulté de l'exercice, ainsi que le désengagement de l'Etat dans le financement de ses travaux. *« Au printemps 2021, les appels à projets sur le Covid-19 de l'Agence nationale de la recherche sont arrêtés, et quatre des cinq projets que nous avons soumis auprès de différents organismes de financement ont été rejetés, parfois sans raison scientifique solide, explique M. Sofonea. Via notre seul projet retenu, nous n'aurons de quoi payer l'unique poste supplémentaire par rapport à notre composition pré-pandémique que jusqu'en octobre 2023. Finalement, nous ne sommes dans mon équipe que deux permanents à travailler sur le Covid. C'est absolument décourageant. »*

Le découragement le dispute à l'amertume. *« J'ai travaillé près de six mois sur le rapport de l'Anses [Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail] sur la transmission du nouveau coronavirus par aérosols, raconte l'épidémiologiste. Aucune conséquence n'a été tirée de ce travail, qui m'a tout juste valu une indemnité de 242 euros. »* Les chercheurs ne sont pas plus immunisés contre la frustration et la lassitude.

Une vague sur un hôpital en crise *« Il est difficile de dire quel sera, en France, le retentissement en décès et hospitalisations de la vague épidémique BA.4/BA.5 qui débute. »* Dans son avis rendu public lundi, le conseil scientifique ne fait pas mystère des incertitudes de la nouvelle vague. Une chose est sûre : alors que les indicateurs épidémiques grimpent, les hospitalisations pour Covid-19 augmentent à leur tour dans les services de médecine et désormais en soins critiques. *« Cela continue de remonter doucement »,* résume le professeur Rémi Salomon, à la tête de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement (CME) de CHU.

« Il est probable que les hospitalisations vont continuer à augmenter, puisque le nombre de cas progresse toujours, rappelle l'épidémiologiste Mahmoud Zureik. Au vu des tendances actuelles, on devrait arriver à 2 000 entrées par jour, c'est un peu supérieur à la sixième vague, ce serait moins que la cinquième... On voit qu'on bénéficie encore de l'immunité acquise grâce à la vaccination. » Par rapport à la dernière vague estivale – la quatrième –, qui a touché principalement les régions touristiques et du littoral, au premier rang Provence-Alpes-Côte d'Azur, cette septième vague apparaît pour l'instant *« plus diffuse »*, se déployant de manière relativement *« homogène »* dans l'ensemble des régions, l'Ile-de-France en tête.

« Si le sujet se limitait au Covid-19, pour l'hôpital, l'impact serait important mais modéré, mais on craint surtout que cela précipite la rupture », reprend le professeur de santé publique à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Car les chiffres ont beau être encore fort éloignés des rebonds épidémiques qui ont saturé les services hospitaliers, impossible d'être serein dans un hôpital en crise. L'été constitue toujours une période tendue en matière de ressources humaines, en raison des congés des soignants, mais encore plus cette année, avec un manque de personnels qui oblige de nombreux services à fermer plus de lits que d'habitude. Sans oublier les services d'urgence, qui fonctionnent déjà de manière dégradée dans plusieurs établissements, comme à Bordeaux ou à Grenoble.

« Il faut tout faire pour limiter la diffusion épidémique, notamment avec le masque dans les lieux confinés, quand bien même ce n'est plus une question de "vie ou de mort" pour cause de Covid et que l'impact hospitalier demeure relativement faible, car c'est la santé de tout le monde qui est jeu », pointe le docteur Thierry Godeau, de la Conférence des présidents de CME de CHU, rappelant *« les difficultés qui existent déjà pour soigner ceux qui en ont besoin »*. *« Nous voyons une remontée de l'absentéisme chez les personnels pour cause de Covid-19 depuis une quinzaine de jours, cela nous inquiète beaucoup, abonde Rémi Salomon, à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Nous avons aussi de plus en plus de patients dont nous devons déprogrammer l'opération, car ils sont positifs au Covid-19. »*

La réponse minimaliste du gouvernement Face à la septième vague de Covid-19, le gouvernement entend n'agir que de façon minimaliste. Sans contraintes ni répression. A l'heure de prendre ses nouvelles fonctions de ministre de la santé, lundi 4 juillet, François Braun a beau avoir décrit « *un système de santé à bout de souffle* », celui-ci devra résister, bon an mal an, à la montée attendue des hospitalisations liées à la propagation du variant BA.5. Le premier texte de loi que doit examiner le Parlement cette semaine est lié à l'« *urgence sanitaire* ». Mais il ne comporte que deux articles. Le premier entend assurer la continuité du suivi de l'épidémie, notamment par l'intermédiaire des tests, et le second doit permettre d'instaurer un contrôle sanitaire aux frontières de l'Hexagone, y compris avec la Corse et les territoires d'outre-mer, si la situation l'exigeait. Un régime transitoire après la fin programmée de l'état d'urgence sanitaire, le 31 juillet.

Après plus de deux ans de pandémie, le gouvernement a d'ores et déjà écarté l'idée d'imposer des mesures trop coercitives, difficilement acceptées par une population lasse. Sans majorité absolue au sein d'un Parlement qui compte désormais de nouveaux opposants au passe sanitaire, le gouvernement semble résigné à faire profil bas. Une attitude qui s'est d'ores et déjà traduite sur la question du port du masque dans les transports : une recommandation qui n'est, pour l'heure, assortie d'aucune obligation. « *Le gouvernement répond modestement parce que la nouvelle composition de l'Assemblée ne leur permet pas de passer en force, bien qu'ils aient encore beaucoup de moyens d'action au niveau réglementaire, sans avoir à passer par l'Assemblée jusqu'au 31 juillet* », estime Ugo Bernalicis, député du Nord pour La France insoumise.

Aucune campagne de communication ambitieuse n'a été lancée en direction des personnes les plus à risque, afin de promouvoir le deuxième rappel (quatrième dose), dont l'efficacité contre les formes graves est avérée. « *La proportion des plus de 80 ans l'ayant effectué n'est que de 22,2 % au 20 juin, relève le conseil scientifique dans son avis du 23 juin. Il est important de pratiquer ce rappel au plus vite, ainsi que pour les personnes sévèrement immunodéprimées ou à très haut risque de formes sévères.* »

La ruée sur les tests Au minimalisme gouvernemental répond le retour à une forme de fébrilité dans la rue. Le nombre de tests antigéniques et PCR en est un bon indicateur. Il franchit désormais de nouveau la barre des 2 millions par semaine, pour friser avec les 2,5 millions la semaine du 27 juin. Très loin, certes, des records à plus d'un million de tests quotidiens de la fin d'année 2021, quand le variant Omicron du SARS-CoV-2 déferlait sur la France, mais similaire au niveau de juillet 2021, quand l'extension du passe sanitaire déclenchait une ruée vers les laboratoires et les pharmacies. Cette fois, avec une hausse de plus de 25 % des PCR ces deux dernières semaines, les laboratoires ne sont « *pas encore sous tension* », tempère Jean-Claude Azoulay, vice-président du Syndicat national des médecins biologistes.

Avec une augmentation de plus de 50 % des tests antigéniques, ce sont les pharmacies qui sont encore en première ligne. « *Certaines personnes vont jusqu'à se faire tester deux à trois fois dans la même journée, en changeant de pharmacies, pour être certaines de ne pas être des faux positifs* », témoigne le docteur Azoulay. Devant les officines ou les barnums installés sur les trottoirs, les files d'attente commencent à se reformer et à s'allonger. « *Tous les quatre à cinq mois, nous nous retrouvons sous pression* », explique-t-on à l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine. L'organisation syndicale attend une « *impulsion* » du nouveau ministre de la santé pour « *relancer la vaccination* » à un moment où la protection vaccinale arrive en fin de cycle.

Les entreprises sans boussole Si les levées de restriction liées à la pandémie de Covid-19 permettent aux salariés de partir en vacances à l'étranger, ceux qui restent redécouvrent les joies du port du masque au bureau. Le nombre de nouveaux cas est reparti à la hausse en juin, avec la fin de l'obligation de travailler masqué. Et les entreprises le constatent chaque jour.

Le 28 juin, la première ministre, Elisabeth Borne, a bien encouragé la population à respecter la distanciation physique et le port du masque dans « *les lieux de promiscuité* », « *les espaces clos* » et en particulier « *les transports en commun* ». Mais les employeurs n'ayant pas reçu de nouvelles consignes du ministère du travail, le protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie n'a pas été réactivé.

La réaction des salariés est plutôt modérée : la demande de télétravail n'a pas augmenté. « *Ils ont appris à gérer. On en voit qui remettent le masque dans la journée par prudence. D'autres nous demandent si on peut organiser la vaccination. Sans nouvelles consignes des pouvoirs publics, on recommande juste de*

faire la troisième dose, si ce n'est pas déjà fait », explique Benoît Serre, vice-président de l'Association nationale des DRH, qui réunit quelque 5 000 entreprises issues de tous les secteurs.

Mais les DRH communiquent du bout des lèvres : « On a juste rappelé les règles en cas de contamination et de cas contact, car les salariés ne savaient plus ce qu'il fallait faire, commente Benoît Serre. Les employeurs ne veulent pas être à l'origine d'un mouvement de panique. » Tenus responsables de la santé de leurs salariés, ils avaient intégré les règles de distanciation dans leur usage de « prévention des risques ». Ils ne les ont pas supprimées avec la fin de l'application du protocole sanitaire, le 14 mars.